



RECOMPOSITION BANCAIRE ET SOUVERAINETE MONETAIRE A L'ERE NUMERIQUE : Le PI-SPI et l'e-CFA comme instruments de refondation institutionnelle dans l'UEMOA

Etienne Fakaba Sissoko¹, Khalid Dembélé²

^{1,2} Université des Sciences Sociales et de gestion de Bamako (USSGB)

^{1,2} Faculté des Sciences Économiques et de Gestion FSEGB

Abstract :

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) engage une transformation profonde de l'architecture monétaire de l'UEMOA à travers deux instruments majeurs : le PISPI (plateforme de paiement instantané interopérable) et l'eCFA (monnaie numérique de banque centrale). Loin de constituer de simples innovations techniques, ces dispositifs reconfigurent les rapports entre émetteurs, intermédiaires et usagers, en concentrant les fonctions d'émission, de circulation et de gestion des données. Mobilisant une approche institutionnaliste critique et une comparaison internationale (Chine, Nigeria, Bahamas), l'article teste trois hypothèses : (H1) recentralisation algorithmique du pouvoir monétaire, (H2) désintermédiation bancaire structurelle et (H3) inclusion conditionnée par la gouvernance institutionnelle. Les résultats indiquent que, sans cadre pluraliste et sans régulation des métadonnées, l'eCFA risque d'accentuer les asymétries financières et de fragiliser les banques commerciales, déjà vulnérables. L'analyse conclut que la viabilité du modèle dépendra d'un encadrement juridique robuste, d'une redéfinition du rôle des banques autour de services à valeur ajoutée, et de la mise en place d'une souveraineté monétaire distribuée, transparente et technologiquement maîtrisée.

Mots clés : Monnaie numérique · Désintermédiation · Gouvernance algorithmique · BCEAO · Souveraineté monétaire

Codes JEL : E42, E51, G21, O33, O55

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.17249540>

1 Introduction : Crise de l'intermédiation, reprogrammation monétaire et bifurcation institutionnelle

Les systèmes monétaires contemporains connaissent une mutation profonde : le passage d'un modèle fondé sur l'intermédiation bancaire à un régime de reprogrammation algorithmique des flux. Ce basculement s'incarne dans deux innovations désormais centrales : les monnaies numériques de banque centrale (MNBC) et les infrastructures de paiement instantané interopérable, qui redéfinissent les rapports entre banques centrales, institutions financières, usagers et infrastructures techniques (BIS, 2022 ; Auer, Frost & Rabanal, 2022).

Dans l'UEMOA, cette transition prend une dimension stratégique avec deux projets initiés par la BCEAO : le PISPI (plateforme de paiement instantané interopérable), conçu pour abolir les barrières entre banques, institutions de microfinance et opérateurs de mobile money grâce à une infrastructure de transferts 24/7, et l'eCFA, future MNBC régionale permettant aux ménages et entreprises de détenir directement de la monnaie centrale (BCEAO, 2025 ; BIS, 2022).

Si ces dispositifs sont présentés comme des leviers d'inclusion financière dans une région où plus de 60 % des adultes demeurent exclus du système bancaire (Banque mondiale, 2024), ils soulèvent des tensions majeures. L'accès direct à la monnaie centrale fragilise le modèle bancaire ouest-africain, historiquement fondé sur la

collecte des dépôts, la rente sur la lenteur des flux et l'intermédiation du crédit (Freixas & Rochet, 2008). L'émission non plafonnée d'une MNBC pourrait accentuer la désintermédiation bancaire et réduire la capacité de financement de l'économie (Bindseil, 2020). Par ailleurs, l'absence de gouvernance partagée risque de renforcer les asymétries existantes : fracture numérique, captation des flux par des acteurs dominants et dépendance à des infrastructures technologiques externalisées. En concentrant les fonctions d'émission, de régulation et d'opérationnalisation, la BCEAO acquiert un pouvoir algorithmique inédit, dans un espace monétaire encore marqué par la dépendance postcoloniale du franc CFA (Pigeaud & Sylla, 2018 ; Bertucci, 2020).

Dès lors, une question centrale se pose : **le PISPI et l'eCFA constituent-ils des instruments de refondation institutionnelle susceptibles de recomposer en profondeur le système monétaire ou ne sont-ils qu'une recentralisation opaque du pouvoir monétaire sous couvert d'inclusion ?**

Pour y répondre, l'article mobilise une grille institutionnaliste critique, articulée autour de trois approches :

- la théorie de l'intermédiation bancaire et de la désintermédiation numérique (Freixas & Rochet, 2008 ; Bindseil, 2020) ;
- les lectures institutionnelles de la monnaie comme infrastructure politique (North, 1990 ; Aglietta, 2002) ;
- les travaux récents sur la souveraineté algorithmique et la gouvernance des MNBC (Morozov, 2020 ; BIS, 2022 ; IMF, 2023).

La méthodologie repose sur une comparaison internationale exploratoire : la Chine, où l'eCNY illustre un centralisme stratégique ; le Nigeria, où l'eNaira révèle les limites d'une MNBC imposée sans adhésion sociale ; et les Bahamas, où le Sand Dollar met en lumière les dérives d'une délégation technologique sans gouvernance intégrée.

Trois hypothèses guident l'analyse :

1. Le PISPI et l'eCFA opèrent une recentralisation algorithmique du pouvoir monétaire.
2. Ils induisent une désintermédiation bancaire structurelle, porteuse de risques systémiques.
3. Leur effet inclusif dépendra moins de leur performance technique que de leur gouvernance institutionnelle.

L'article est organisé en huit sections. Après une revue critique de la littérature et une clarification méthodologique, il présente la grille analytique, analyse les effets structurels du PISPI et de l'eCFA sur les équilibres bancaires et la souveraineté monétaire, propose une typologie internationale des régimes de MNBC, puis conclut par des recommandations stratégiques pour la BCEAO, les banques commerciales et les institutions régionales.

2 Revue critique de la littérature : Entre monnaie programmable, banques centrales et pouvoir algorithmique

Au cours de la dernière décennie, la littérature sur les monnaies numériques de banque centrale (MNBC), les infrastructures de paiement interopérable et la souveraineté monétaire s'est considérablement enrichie. Trois axes se dégagent : (1) la recentralisation monétaire via les MNBC, (2) la gouvernance algorithmique comme nouveau mode de pouvoir monétaire, et (3) les tensions entre dépendance postcoloniale et émancipation dans les zones africaines. Ces dimensions permettent de situer la contribution de cet article dans les débats contemporains.

2.1 Monnaie numérique et recentralisation monétaire

Les travaux technocratiques (BIS, 2022 ; IMF, 2023) présentent les MNBC comme des outils de modernisation des paiements, de renforcement de l'inclusion et de préservation de la souveraineté monétaire face aux cryptomonnaies privées. Mais plusieurs auteurs soulignent un paradoxe : la MNBC, en permettant la détention directe de monnaie centrale, peut désintermédier les banques commerciales, réduire leur base de dépôts et fragiliser leur rôle dans l'allocation du crédit (Bindseil, 2020 ; Adrian & Mancini-Griffoli, 2021). D'un point de vue macroéconomique, la transmission de la politique monétaire se reconfigure : elle devient plus directe, mais au prix d'une surveillance en temps réel et d'une programmabilité comportementale des usages (Auer, Frost & Rabanal, 2022). Ainsi, la recentralisation ne concerne pas seulement la détention de la monnaie, mais aussi la gestion algorithmique des conditions de son utilisation.

2.2 Gouvernance algorithmique et souveraineté numérique

La littérature sur la gouvernance algorithmique démontre que les infrastructures numériques ne sont jamais neutres : elles génèrent des formes de pouvoir asymétriques et souvent invisibles (Zuboff, 2019 ; Morozov, 2020). Transposée à la monnaie, cette perspective révèle que les fonctionnalités programmables (plafonds, dates d'expiration, restrictions sectorielles) instaurent un régime de pilotage ex ante des comportements économiques (Gabor, 2023). La monnaie devient ainsi un instrument de micro-régulation comportementale où le code remplace la loi. Ce risque est accru dans les régimes où les contre-pouvoirs institutionnels sont faibles. Certains auteurs plaident dès lors pour des architectures hybrides : la banque centrale contrôlerait l'émission tandis que les banques

commerciales ou fintechs assureraient la distribution sous supervision stricte, afin de limiter la concentration du pouvoir algorithmique (Auer et al., 2022).

2.3 Monnaie postcoloniale et dépendance institutionnelle

Dans les contextes postcoloniaux, la question monétaire est indissociable de la souveraineté politique. Les critiques du franc CFA (Pigeaud & Sylla, 2018 ; Bertucci, 2020) montrent qu'il s'agit d'un régime monétaire asymétrique, adossé à l'euro et dépendant des mécanismes de garantie de la France. Dans une perspective institutionnaliste, Aglietta (2002) rappelle que la monnaie est une infrastructure politique et sociale, dont le contrôle détermine la capacité collective à orienter le développement. La numérisation pourrait être une opportunité d'émancipation, mais aussi un vecteur de dépendance technologique accrue si les infrastructures numériques (cloud, serveurs, logiciels) échappent au contrôle souverain. Comme l'a montré Sarr (2021) avec le concept de « récursivité coloniale », les innovations techniques déployées dans les Suds tendent à reproduire les rapports de domination lorsqu'elles ne sont pas encadrées dans une vision politique autonome.

2.4 Vers une articulation classique-numérique

L'ensemble de la littérature met en évidence la puissance transformatrice des instruments numériques, mais reste fragmenté. Les approches classiques de l'intermédiation (Freixas & Rochet, 2008) et de la souveraineté monétaire (North, 1990 ; Aglietta, 2002) permettent de saisir la monnaie comme infrastructure de confiance et de financement. Les approches récentes (Zuboff, 2019 ; Morozov, 2020 ; Gabor, 2023) soulignent quant à elles que la numérisation de la monnaie déplace le pouvoir vers le code, les données et les métadonnées. Ce dialogue est crucial : penser le PISPI et l'eCFA uniquement comme innovations techniques revient à négliger leur portée politique et postcoloniale. À l'inverse, les analyser seulement à travers le prisme historique du franc CFA occulte la nouveauté algorithmique. L'ambition de cet article est précisément de combiner ces deux registres, en proposant une lecture institutionnaliste critique du PISPI et de l'eCFA comme leviers conjoints de recomposition du pouvoir monétaire en UEMOA.

Tableau 1 : Synthèse critique de la littérature mobilisée

Auteurs / Sources	Positionnement théorique	Apports pour l'article	Limites pour l'UEMOA
BIS (2022), IMF (2023), Adrian & Mancini-Griffoli (2021)	MNBC et politique monétaire	Objectifs macroéco (inclusion, stabilité), modèles d'architecture	Approches génériques, peu contextualisées
Bindseil (2020), Auer et al. (2022)	Désintermédiation, modèles à deux niveaux	Risque de fuite des dépôts, rôle des banques	Peu de prise en compte des dépendances structurelles
Zuboff (2019), Morozov (2020), Gabor (2023)	Gouvernance algorithmique, économie politique des données	Monnaie comme instrument de contrôle comportemental	Ne traitent pas des contextes postcoloniaux
Aglietta (2002), North (1990)	Institutionnalisme monétaire	Monnaie comme infrastructure politique	Cadres généraux nécessitant contextualisation
Pigeaud & Sylla (2018), Bertucci (2020), Sarr (2021)	Critique postcoloniale	Subordination monétaire et dépendance technologique	Peu d'analyse sur le numérique et l'innovation

Source : Auteurs, 2025

3 Grille théorique d'interprétation : entre refondation monétaire, recomposition bancaire et conflictualité institutionnelle

L'introduction du PI-SPI et de l'e-CFA par la BCEAO marque une inflexion profonde du régime monétaire de l'UEMOA. Ces deux dispositifs, présentés comme des leviers d'inclusion et de modernisation, opèrent en réalité un changement de paradigme : du modèle d'intermédiation bancaire vers un régime algorithmique centralisé, où la monnaie devient programmable, les flux instantanés, et le pouvoir monétaire recentralisé.

Cette section propose une grille théorique d'interprétation, articulée autour de trois tensions fondatrices :

1. Entre intermédiation bancaire et accès direct à la monnaie centrale ;
2. Entre promesse d'inclusion financière et risque de fragilisation bancaire ;
3. Entre centralisation algorithmique et souveraineté monétaire postcoloniale.

Ces tensions sont analysées à travers un croisement de trois approches théoriques complémentaires :

- la théorie de l'intermédiation bancaire (Freixas & Rochet, 2008 ; Bindseil, 2020),
- l'institutionnalisme monétaire (North, 1990 ; Aglietta, 2002),
- une lecture critique du pouvoir algorithmique et de la souveraineté numérique (Morozov, 2020 ; Zuboff, 2019).

3.1 L'e-CFA comme rupture du modèle d'intermédiation

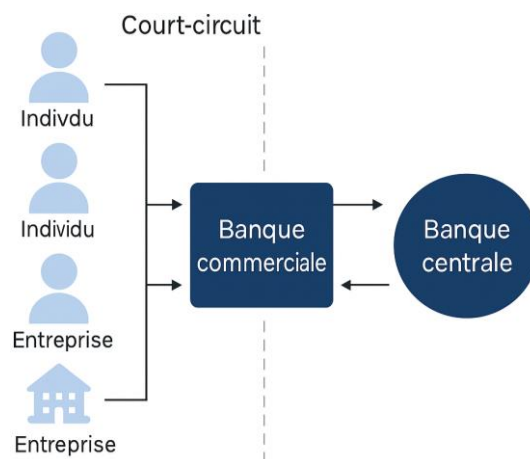
Dans le régime bancaire traditionnel, les banques commerciales jouent un rôle clé : elles collectent les dépôts, allouent le crédit, et assurent la transformation des échéances et des risques (Freixas & Rochet, 2008). L'e-CFA, en permettant la détention directe de monnaie centrale par les citoyens, court-circuite ce rôle historique.

Ce phénomène de désintermédiation numérique (Bindseil, 2020) est amplifié par le PI-SPI, qui élimine les délais et les rentes de lenteur. Ensemble, ces instruments bousculent les fondements économiques du secteur bancaire ouest-africain, en transférant le contrôle des flux vers une infrastructure publique centralisée.

Hypothèse analytique : dans un régime de monnaie publique programmable, la fonction bancaire historique devient partiellement obsolète.

Ce schéma met en évidence le passage d'un circuit intermédié (Banque ↔ Client ↔ Banque centrale) à un modèle direct, où la BCEAO gère simultanément l'émission et la détention des fonds.

Figure 1 : Désintermédiation bancaire induite par une MNBC directe



Source : Auteurs, 2024

La figure met en évidence le court-circuit institutionnel opéré par la MNBC : les banques commerciales perdent leur monopole sur la détention de dépôts et sur la gestion des flux, ce qui affaiblit leur levier d'intermédiation. Cette transformation redéfinit l'équilibre entre régulateur, distributeur et utilisateur, en plaçant la banque centrale au cœur d'un écosystème désintermédié, mais potentiellement centralisé.

3.2 De la monnaie comme instrument neutre à l'infrastructure politique algorithmique

Loin d'être un simple instrument technique, la monnaie constitue une infrastructure institutionnelle de pouvoir (Aglietta, 2002). Son passage au format numérique n'en modifie pas seulement la matérialité, mais également les modalités de légitimation, de surveillance et de gouvernance.

Dans l'approche néo-institutionnaliste, la confiance dans la monnaie repose sur un contrat social implicite (North, 1990). Or, l'e-CFA substitue à ce contrat une architecture logicielle fermée, dans laquelle les règles d'usage sont codées par l'émetteur, et non négociées par les parties.

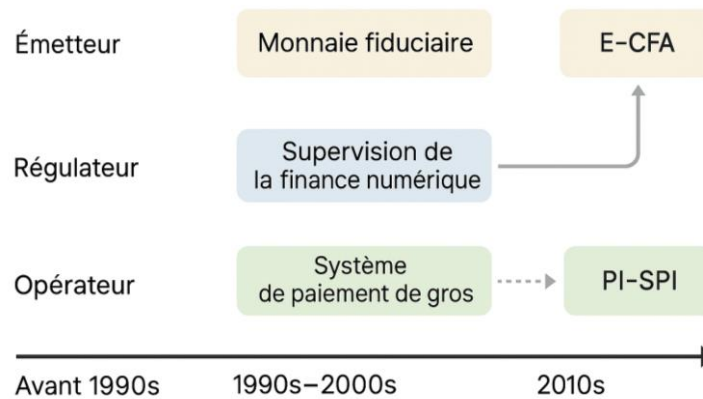
La BCEAO devient ainsi à la fois arbitre de la stabilité, émetteur de la monnaie, opérateur d'infrastructure, et récepteur des flux. Cette tripolarité fonctionnelle modifie la nature du pouvoir monétaire.

Paradoxe identifié : plus la BCEAO stabilise la masse monétaire, plus elle fragilise les canaux classiques de financement bancaire.

Cette frise chronologique retrace la montée en puissance de la BCEAO, qui passe d'un rôle d'émetteur de monnaie fiduciaire à une infrastructure centrale de gestion numérique des flux. Elle met en évidence trois jalons structurants :

1. **Émission** (Franc CFA fiduciaire → e-CFA),
2. **Régulation** (cadres normatifs → supervision numérique),
3. **Opérationnalisation** (du système de paiement de gros vers le PI-SPI).

Figure 2 : Évolution du rôle institutionnel de la BCEAO



Source: Auteurs, 2025

Ce basculement reflète une transformation fonctionnelle de la BCEAO, d'une autorité monétaire traditionnelle à une plateforme souveraine de gouvernance algorithmique. L'évolution des rôles s'accompagne d'un changement de posture stratégique : la BCEAO n'est plus un arbitre extérieur au marché, mais un acteur de terrain, embarqué dans l'orchestration directe des circuits monétaires numériques. Cette centralisation appelle à des mécanismes accrus de transparence, de régulation partagée et de responsabilité institutionnelle.

2.3. Souveraineté monétaire ou dépendance algorithmique postcoloniale ?

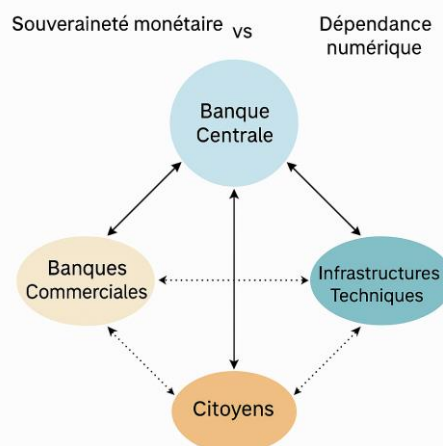
Dans un espace monétaire historiquement dépendant du Trésor français et de l'indexation à l'euro, l'introduction du e-CFA suscite une ambivalence stratégique (Pigeaud & Sylla, 2018). Elle peut être perçue comme un levier de reconquête, mais aussi comme un prolongement technologique d'une souveraineté partagée.

Morozov (2020) montre que les infrastructures numériques, si elles sont externalisées ou contrôlées par des prestataires non souverains, transforment l'indépendance monétaire en dépendance algorithmique. L'e-CFA, s'il repose sur des clouds, bases de données ou logiciels non maîtrisés localement, risque de relocaliser la subordination monétaire dans le code.

Par ailleurs, la centralisation des métadonnées transactionnelles par la BCEAO soulève une autre question : qui contrôle les comportements économiques des citoyens ? Dans ce modèle, la banque centrale devient le réceptacle unique de l'information financière individuelle.

Clivage analytique : souveraineté proclamée vs dépendance infrastructurelle dissimulée.

Figure 3 : Carte conceptuelle : souveraineté monétaire vs dépendance numérique



Source : Auteurs, 2025

Ce graphe en tension structure les relations entre la BCEAO, les banques commerciales, les citoyens et les infrastructures techniques, en exposant les lignes de pouvoir, de contrôle et de vulnérabilité.

3.4. Grille d'analyse critique croisée

Pour organiser l'analyse empirique de l'article, nous mobilisons une grille d'interprétation à cinq dimensions, chacune traversée par une tension structurante.

Cette grille fournit le socle analytique opérationnel de l'article. Elle permet d'évaluer non seulement les performances techniques du PI-SPI et de l'e-CFA, mais surtout leurs implications politiques, institutionnelles et stratégiques. Elle éclaire également les hypothèses de recherche formulées dans la section suivante.

Tableau 2 : Grille d'analyse critique de l'e-CFA et du PI SPI dans l'UEMOA

Dimension analytique	Tension structurante	Question clé
Intermédiation bancaire	Détention directe vs dépôt intermédié	La MNBC affaiblit-elle les banques ?
Inclusion financière	Accessibilité mobile vs fracture numérique	Qui accède à la monnaie digitale, et qui reste exclu ?
Souveraineté monétaire	Émission locale vs dépendance technologique	L'e-CFA est-il un outil d'autonomie ou un artefact de contrôle ?
Contrôle des flux	Décentralisation bancaire vs centralisation algorithmique	Qui voit, qui régule, qui décide ?
Gouvernance financière	Banque centrale arbitre vs opérateur de plateforme	La BCEAO peut-elle être juge et partie ?

Source : Auteurs, 2025

4 Méthodologie de recherche : approche, cas comparés et limites analytiques

Cette recherche mobilise une démarche qualitative à visée compréhensive, articulée autour d'une comparaison contrastive et d'une grille analytique déductive. L'objectif n'est pas de démontrer des causalités mais d'éclairer les logiques structurelles, les recompositions de pouvoir et les tensions institutionnelles à l'œuvre dans le déploiement du PI-SPI et de l'e-CFA dans l'UEMOA.

4.1 Positionnement épistémologique : institutionnalisme critique et économie politique de la monnaie

L'étude s'inscrit dans une épistémologie critique des institutions monétaires. Elle repose sur deux présupposés analytiques :

- Premièrement, la monnaie est une infrastructure politique et sociale, non un simple outil neutre d'échange (Aglietta, 2002 ; North, 1990).
- Deuxièmement, les innovations numériques monétaires participent à une reconfiguration algorithmique des rapports de pouvoir (Morozov, 2020 ; Gabor, 2023), et doivent donc être lues comme des instruments de gouvernement plus que comme des technologies de transaction.

Ce cadre oriente le regard vers les effets systémiques des instruments analysés (PI-SPI, e-CFA) : non pas ce qu'ils promettent de faire, mais ce qu'ils déplacent dans l'économie politique monétaire régionale.

4.2 Corpus documentaire : typologie des sources et stratégie d'exploitation

L'analyse repose sur un corpus mixte de sources primaires et secondaires, mobilisées selon une logique triangulée :

Tableau 3 : Typologie du corpus documentaire mobilisé et fonction analytique associée

Type	Exemples	Fonction analytique
Sources primaires institutionnelles	BCEAO (notes, communiqués, rapports), FMI, BIS, Banque mondiale	Reconstitution des intentions officielles

Sources académiques	Articles de revues, working papers (BIS, IMF, ECB, think tanks)	Cadres théoriques et lectures critiques
Données documentaires indirectes	Portails e-Naira, Sand Dollar, e-CNY, manuels de tests, communiqués	Observation secondaire des architectures techniques

Source : Auteurs, 2025

Les documents sont analysés selon une approche interprétative, centrée sur la formulation des enjeux de pouvoir, les narratifs d'inclusion et les conditions de déploiement.

4.3 Méthode comparative qualitative : cas types stratégiquement choisis

La méthode repose sur une comparaison qualitative par cas contrastés, dans une logique de typologie exploratoire. Trois cas ont été sélectionnés pour leur représentativité de configurations extrêmes (non de similarité) :

Tableau 4 : Typologie comparée des modèles internationaux de MNBC : caractéristiques et enseignements

Cas	Modèle	Caractéristiques	Enseignement stratégique
Chine	Centralisme stratégique	Gouvernance unifiée, pilotage algorithmique par l'État	Modèle intégré mais difficilement transférable
Nigeria	Implémentation autoritaire	Faible adoption initiale, crise du cash, rejet bancaire	Déploiement sous contrainte, polarisation sociale
Bahamas	Délégation néolibérale	Faible usage, pilotage par fintechs, absence de régulation	Perte de contrôle souverain sur l'écosystème monétaire

Source : Auteurs, 2025

Cette comparaison vise à tester la grille analytique sur des cas diversifiés afin de révéler les lignes de tension latentes dans le modèle UEMOA, sans postuler de transposabilité directe.

4.4 Grille d'analyse critique : ancrage théorique et opérationnalisation

La grille mobilisée dans l'article est le produit déductif du cadre théorique présenté en section III. Elle articule cinq dimensions interdépendantes, permettant d'analyser la transformation du système monétaire régional :

Tableau 5 : Tableau – Grille d'analyse critique croisée du PI-SPI et de l'e-CFA dans l'UEMOA

Dimension	Tension structurante	Variable observée
Intermédiation bancaire	Dépôt intermédié vs accès direct	Dépôts bancaires, modèle de financement
Inclusion financière	Accessibilité numérique vs exclusion structurelle	Taux d'adoption, fracture technologique
Souveraineté monétaire	Émission locale vs dépendance infrastructurelle	Infrastructure cloud, propriété des données
Contrôle des flux	Intermédiation décentralisée vs pilotage algorithmique	Programmabilité, surveillance des usages
Gouvernance institutionnelle	Régulation partagée vs pouvoir centralisé opaque	Rôle de la BCEAO, transparence décisionnelle

Source : Auteurs, 2025

Elle est utilisée à la fois dans l'analyse du cas UEMOA (sections 5 et 6) et dans la comparaison internationale (section VII).

4.5 Limites méthodologiques et position réflexive

La présente étude assume plusieurs limites, liées à son positionnement analytique et à son absence d'ancrage terrain:

- **Pas de terrain empirique direct** : ni entretiens, ni observation in situ ; l'analyse est fondée sur des documents, des prototypes numériques et des récits institutionnels.
- **Projection analytique** : le PI-SPI est en cours de déploiement, l'e-CFA n'est pas encore lancé à l'échelle grand public. Il s'agit donc d'une analyse par anticipation structurée, fondée sur des hypothèses de trajectoire.
- **Comparabilité discutable** : les cas mobilisés (Chine, Nigeria, Bahamas) ont des systèmes politiques, bancaires et technologiques non transposables. L'objectif n'est pas de comparer ce qui est semblable, mais d'éprouver des logiques contrastées.

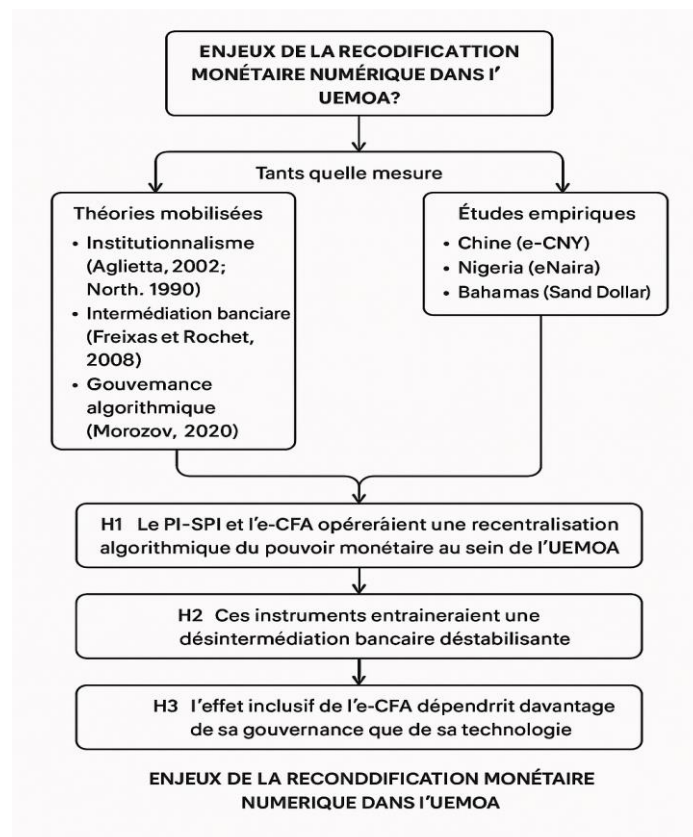
Ces limites ne décrédibilisent pas la démarche. Elles appellent à des recherches empiriques complémentaires, notamment sur les usages sociaux, les stratégies bancaires et les conditions d'appropriation institutionnelle.

5 Hypothèses de recherche

Cette recherche repose sur trois hypothèses déduites du cadre théorique mobilisé et testées à partir d'une comparaison qualitative de trois cas internationaux (Chine, Nigeria, Bahamas).

- **H1. Le PI-SPI et l'e-CFA opéreraient une recentralisation algorithmique du pouvoir monétaire au sein de l'UEMOA** : Conformément à l'approche institutionnaliste (Aglietta, 2002 ; North, 1990), ces dispositifs pourraient transférer l'émission, la circulation et la surveillance monétaire vers une infrastructure pilotée par la BCEAO. L'expérience du e-CNY en Chine, appuyée par Auer et al. (2022), suggère un tel basculement vers une banque centrale opératrice et non plus arbitre.
- **H2. Ces instruments entraîneraient une désintermédiation bancaire déstabilisante** : Selon Freixas & Rochet (2008) et Bindseil (2020), une MNBC de détail pourrait assécher les dépôts bancaires et fragiliser le crédit. Le cas nigérian (IMF, 2023) montre que cette crainte conduit les banques à freiner l'adoption. Dans l'UEMOA, cela menacerait l'équilibre déjà fragile du secteur bancaire.
- **H3. L'effet inclusif de l'e-CFA dépendrait davantage de sa gouvernance que de sa technologie** : Comme le soulignent Morozov (2020) et Zuboff (2019), l'inclusion dépend des règles de contrôle, de transparence et de distribution. Le Sand Dollar, peu utilisé faute de gouvernance intégrée (BIS, 2022), illustre ce risque. Dans l'UEMOA, une architecture centralisée et non maîtrisée pourrait exclure plus qu'inclure.

Figure 4 : Schéma conceptuel de l'article



Source : Auteurs, 2025

Ce schéma articule les quatre composantes centrales du dispositif de recherche : la problématique centrale, les théories mobilisées, les cas empiriques comparés, et les hypothèses structurantes. Il met en évidence la logique hypothético-déductive qui traverse l'ensemble de l'article, fondée sur le croisement entre cadre théorique, matériaux empiriques et tension analytique.

Cette visualisation permet de clarifier la cohérence interne de la démarche scientifique : chaque hypothèse découle d'un ancrage théorique précis, est testée à travers des cas contrastés, et vise à éclairer les dynamiques spécifiques à l'UEMOA. Le schéma rend visibles les enjeux de pouvoir, de désintermédiation et de gouvernance que posent le PI-SPI et l'e-CFA dans un contexte monétaire postcolonial en mutation.

6 PI-SPI et e-CFA : deux leviers de reconfiguration systémique du régime monétaire ouest-africain

L'introduction du PI-SPI et de l'e-CFA par la BCEAO ne constitue pas une réforme technologique marginale, mais le cœur d'un basculement systémique du régime monétaire de l'UEMOA. Ces deux instruments restructurent simultanément les rapports de pouvoir, les canaux d'intermédiation, et les mécanismes de souveraineté. Le PI-SPI déconstruit les logiques de rente temporelle sur les flux ; l'e-CFA recentralise l'accès à la monnaie centrale au détriment des banques commerciales. Ensemble, ils participeraient à une reprogrammation algorithmique des fonctions monétaires, en substituant une infrastructure publique numérique aux chaînes traditionnelles de distribution et de régulation.

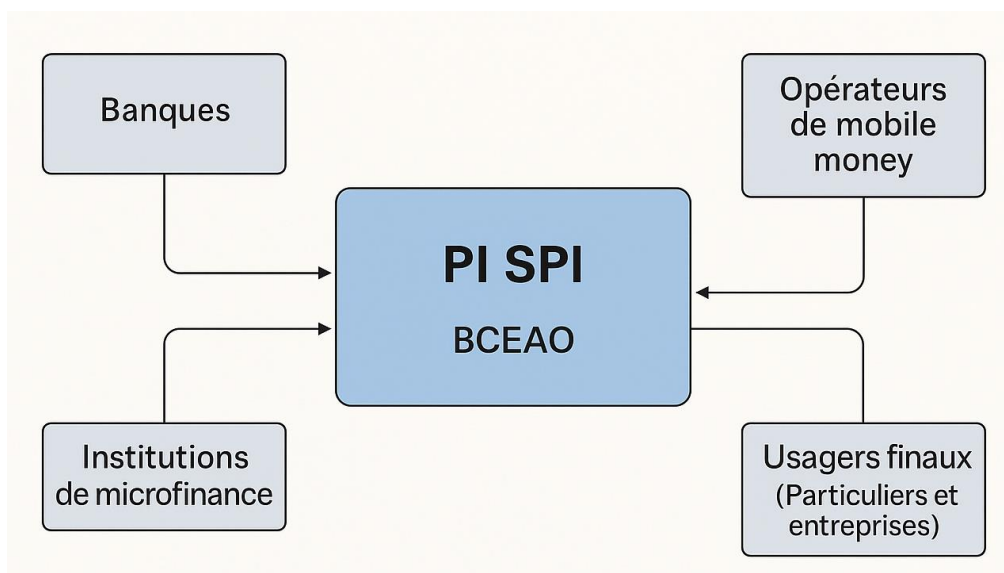
Cette section analyse la manière dont ces deux outils, pensés comme leviers d'inclusion, pourraient redéfinir les équilibres bancaires, recomposer les hiérarchies institutionnelles, et accélérer la transition vers une souveraineté monétaire fondée sur le code, dans un espace historiquement structuré par l'intermédiation et la dépendance.

6.1 Le PI-SPI : de l'interopérabilité technique à la reconfiguration de la compétition monétaire

Le PI-SPI, plateforme régionale de paiement instantané conçue par la BCEAO, marque une rupture dans l'architecture des flux monétaires de l'UEMOA. Opérationnel 24h/24 et 7j/7, il permet aux utilisateurs finaux — particuliers ou entreprises — de transférer des fonds en temps réel, quels que soient leurs prestataires (banques, IMF ou opérateurs de mobile money). Cette interopérabilité généralisée supprime les cloisonnements techniques, historiques et commerciaux entre réseaux bancaires et para-bancaires.

Mais derrière cette fluidité fonctionnelle, le PI-SPI désarticule une rente structurelle : celle de la lenteur. Jusqu'ici, les banques tiraient profit des délais de traitement, des commissions sur les virements différés, et de l'asymétrie d'accès aux infrastructures. Le PI-SPI installe un standard d'instantanéité qui obsolescise les marges liées au temps, ce qui reconfigure en profondeur la compétition dans l'écosystème des paiements.

Figure 5 : Architecture intégrée du PI SPI dans l'écosystème monétaire régional



Source : Auteurs, 2025

Ce schéma met en évidence la structure technico-institutionnelle du PI-SPI comme infrastructure commune à l'ensemble des prestataires de services de paiement. Il montre l'abolition des circuits fermés et la convergence fonctionnelle autour d'un nœud central opéré par la BCEAO.

En supprimant les barrières d'accès aux canaux de transfert, le PI-SPI redéfinit le jeu concurrentiel entre acteurs, déstabilise les intermédiaires traditionnels et installe la BCEAO comme opérateur d'infrastructure monétaire universelle, avec un pouvoir de normalisation inédit dans l'histoire de l'UEMOA.

6.2 L'e-CFA : désintermédiation verticale et recentralisation algorithmique

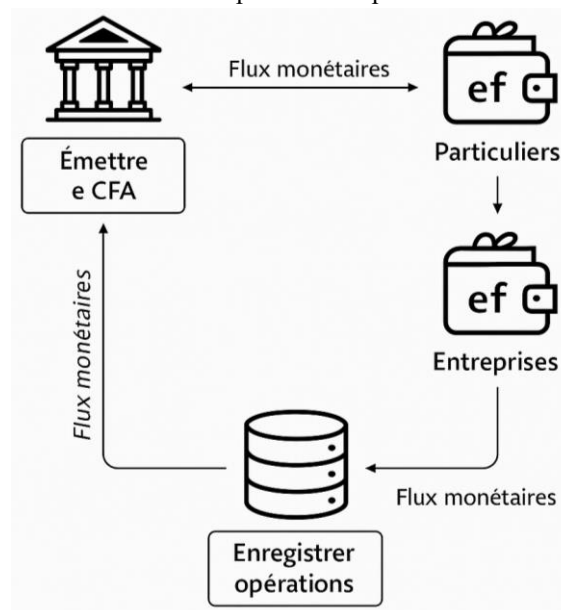
a) Détention directe de monnaie centrale : rupture dans l'histoire monétaire ouest-africaine

L'e-CFA propose une innovation radicale : l'accès direct des citoyens et entreprises à la monnaie centrale, sans intermédiation bancaire. Ce modèle de MNBC retail modifie le principe fondamental selon lequel seuls les établissements financiers habilités peuvent gérer des créances sur la banque centrale.

Il introduit une désintermédiation verticale, dans laquelle la BCEAO assume simultanément l'émission, la distribution et la conservation des fonds. Cette mutation s'apparente à un retour au cœur, où la banque centrale, plutôt que les banques commerciales, devient le premier point de contact des usagers avec la monnaie.

Figure 6 : Boucle de recentralisation monétaire induite par l'e-CFA

Le schéma en boucle fermée illustre une architecture dans laquelle les flux ne transitent plus par des institutions tierces, mais circulent directement entre l'émetteur public et les portefeuilles numériques individuels.



Source : Auteurs, 2025

Cette boucle transforme la BCEAO en nœud central de l'économie monétaire numérique, concentrant le pouvoir d'émission, la surveillance des transactions et la gestion des données, dans un espace monétaire historiquement marqué par une délégation fonctionnelle aux banques commerciales.

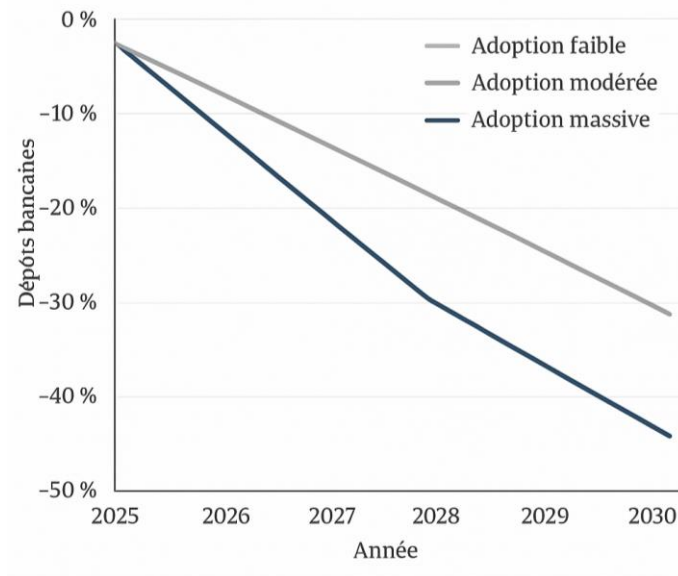
b) Impact anticipé sur les équilibres bancaires : désintermédiation programmable

L'expérience internationale montre que l'introduction d'une MNBC retail peut générer une fuite des dépôts bancaires, notamment si elle n'est pas plafonnée ou conditionnée (Bindseil, 2020). Les liquidités qui, auparavant, alimentaient le levier de crédit bancaire, seraient redirigées vers des portefeuilles numériques adossés à la banque centrale.

Dans une zone comme l'UEMOA, où les banques souffrent déjà de faible bancarisation, d'une intermédiation limitée et d'une faible profondeur de marché, cette fuite pourrait déclencher un choc de liquidité systémique. En parallèle, le PI-SPI assèche leurs revenus transactionnels, renforçant cette vulnérabilité.

Figure 7 : Courbe de désintermédiation projetée en UEMOA (2025–2030)

Cette figure modélise trois scénarios d'adoption du e-CFA : faible, modérée et massive. Elle projette les pertes de dépôts bancaires associées à chaque trajectoire, avec un impact potentiel de –30 à –50 % sur cinq ans en cas de diffusion rapide et non régulée.



Source : Auteurs, 2025

Face à ce risque, la BCEAO devra choisir entre :

- calibrer l'usage de l'e-CFA (plafonds, usage ciblé, non-rémunération),
- ou reconfigurer complètement le rôle des banques, en les intégrant à l'architecture comme opérateurs de services à valeur ajoutée.

Ce choc anticipé appelle une gouvernance proactive et une coordination structurelle entre la banque centrale, les régulateurs et le secteur bancaire, sous peine de fragilisation irréversible du système de crédit.

6.3 Chocs projetés sur les dépôts et la capacité de crédit : scénarios d'adoption du e-CFA

La combinaison du PI-SPI et de l'e-CFA pourrait provoquer une désintermédiation bancaire accélérée, en particulier si le e-CFA est distribué sans plafonnement ni mécanismes incitatifs pour les banques. Cette reconfiguration toucherait d'abord les dépôts, puis, par effet de levier, la capacité de crédit des établissements financiers.

Les travaux de Bindseil (2020) estiment qu'une MNBC ouverte pourrait provoquer une réallocation de 30 à 50 % des dépôts bancaires dans un délai de cinq ans. Dans une région comme l'UEMOA, déjà marquée par une faible profondeur financière, ce choc pourrait être structurellement déstabilisant.

Tableau 6 : Courbe de désintermédiation projetée en UEMOA (2025–2030)

Cette figure projette trois scénarios d'adoption du e-CFA : adoption faible, adoption modérée, et adoption massive. À chaque scénario correspond une trajectoire de réduction des dépôts bancaires et un impact estimé sur la capacité de crédit.

Scénario	Taux d'adoption	Réduction estimée des dépôts	Conséquence sur le crédit
Faible (pilote localisé)	<10 %	–5 % à –10 %	Impact limité, absorbable
Modéré (phase régionale)	20–35 %	–15 % à –30 %	Tensions sur la liquidité, contraction sectorielle
Massif (adoption large)	>50 %	–30 % à –50 %	Choc systémique, perte de capacité d'intermédiation

Source : Auteurs, 2025

Cette simulation appelle un calibrage stratégique de l'e-CFA : seuils de détention, règles de convertibilité, intégration dans les outils de politique monétaire. Sans cela, l'UEMOA pourrait subir un effondrement différé de la fonction bancaire dans le financement de l'économie réelle.

6.4 Réactions stratégiques des banques commerciales : marginalisation, intégration ou requalification

Face à cette reconfiguration du paysage monétaire, les banques commerciales de l'UEMOA sont confrontées à un triptyque stratégique :

a. Marginalisation par inertie

Certaines banques — notamment publiques ou à réseau limité — peuvent choisir de refuser l'intégration du PI-SPI et de l'e-CFA, conservant un modèle basé sur les frais, les délais, et une expérience client dégradée.

Risque : perte de clientèle au profit d'acteurs plus agiles (fintechs, néobanques, opérateurs de mobile money).

b. Intégration subordonnée

D'autres pourraient choisir de s'aligner sans restructurer leur modèle, en ajoutant le PI-SPI à leur back-office ou en adossant un portefeuille e-CFA à leur application, sans modifier leur logique d'intermédiation.

Risque : perte d'autonomie stratégique, dépendance vis-à-vis de l'infrastructure BCEAO, standardisation de l'offre.

c. Requalification offensive

Les banques les plus stratégiques pourraient choisir de transformer leur rôle, en devenant des plateformes de services financiers à haute valeur ajoutée : scoring de crédit, micro-assurance, investissement algorithmique, conseil en patrimoine, etc.

Enjeu : redevenir des nœuds d'expertise et de confiance, dans un environnement où la simple gestion des dépôts ne suffit plus.

Tableau 7 : Matrice des postures bancaires face à la recentralisation monétaire

Stratégie	Fonction résiduelle	Niveau d'autonomie	Risque de disparition	Potentiel de requalification
Marginalisation	Aucune	Nulle	Élevé	Nul
Intégration subordonnée	Interface technique	Faible	Moyen	Faible
Requalification offensive	Conseil, services numériques	Moyenne à élevée	Faible	Élevé

Source : Auteurs, 2025

La désintermédiation monétaire induite par le PI-SPI et l'e-CFA ne se traduira pas par une destruction immédiate du secteur bancaire, mais par une requalification du rôle des banques dans l'économie numérique. Celles qui ne prendront pas position sur les fonctions à forte valeur ajoutée (analyse des données, intermédiation spécialisée, services sur-mesure) risquent la marginalisation fonctionnelle. Ce tournant n'est pas simplement technique : il engage une redistribution du pouvoir économique dans la région.

6.5 Programmation monétaire, métadonnées et souveraineté algorithmique

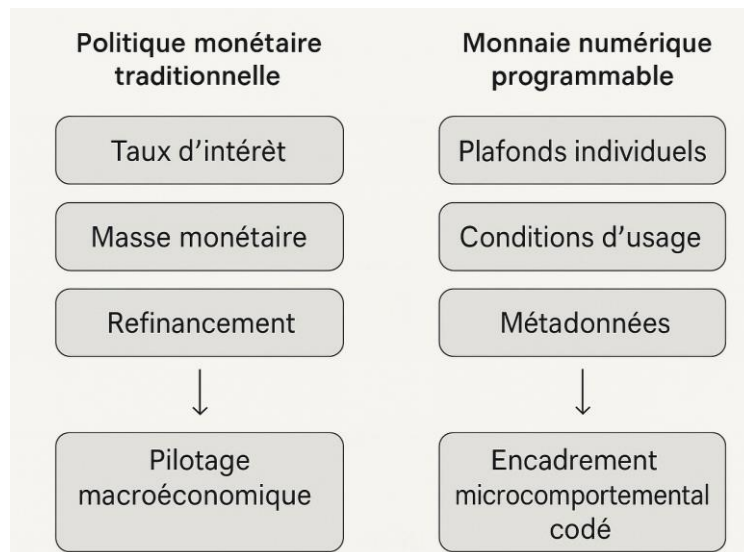
L'introduction de l'e-CFA et du PI-SPI modifie la nature même du pouvoir monétaire. Ce dernier ne se limite plus à l'émission de la monnaie ou à la régulation de sa masse, mais s'étend à la programmation des usages et à la captation des métadonnées transactionnelles. Ce glissement, souvent sous-estimé, constitue une transformation paradigmatique : du taux d'intérêt au code source, la monnaie devient un instrument algorithmique de pilotage comportemental.

Dans le régime classique, la banque centrale influence l'économie via des instruments ex post : réserves obligatoires, taux directeurs, refinancement. Avec l'e-CFA, elle peut potentiellement :

- plafonner les montants détenus,
- limiter les usages sectoriels,
- fixer des dates d'expiration,
- tracer en temps réel les flux individuels.

Ces fonctionnalités — testées en Chine avec l’e-CNY (Auer et al., 2022) — ouvrent la voie à une gouvernance monétaire programmable, mais soulèvent des enjeux de légitimité démocratique, de transparence et de gouvernance institutionnelle.

Figure 8 : Gouvernance monétaire à l’ère algorithmique : du taux d’intérêt au code source



Source : Auteurs, 2025

Ce schéma met en parallèle les leviers de la politique monétaire traditionnelle (taux, masse monétaire, refinancement) et ceux induits par une MNBC programmable (plafonds individuels, conditions d’usage, métadonnées), montrant le passage d’un pilotage macroéconomique indirect à un encadrement microcomportemental codé.

Dans ce nouveau régime, la BCEAO n’est plus uniquement un arbitre macroéconomique, mais devient une plateforme de régulation comportementale, à travers les logiques de code, d’interface et de traitement algorithmique. Cette mutation pose une question cruciale : qui gouverne le code ? Et avec quels contre-pouvoirs ? Si les données sont centralisées sans architecture de contrôle pluraliste, la souveraineté monétaire risque de se muer en souveraineté algorithmique opaque, non soumise au débat public. Le risque n’est pas technologique mais institutionnel : celui d’une recentralisation non négociée, au nom de l’efficacité.

La combinaison du PI-SPI et de l’e-CFA reconfigure en profondeur les équilibres monétaires, bancaires et politiques de l’UEMOA. Elle ouvre un espace inédit de souveraineté numérique, mais exige un cadre de gouvernance transparent, pluraliste et régulé, sans quoi elle pourrait cristalliser de nouvelles dépendances.

7 De l’intermédiation pluraliste au pouvoir monétaire centralisé

L’introduction conjointe du PI-SPI et de l’e-CFA par la BCEAO inaugure une bifurcation institutionnelle majeure dans l’UEMOA. Il ne s’agit pas d’une simple évolution fonctionnelle du système bancaire, mais d’un changement de régime monétaire, marqué par le passage :

- d’un modèle d’intermédiation pluraliste, structuré par la distribution bancaire et la gestion privée des flux,
- à une architecture centralisée, programmable et pilotée par une autorité unique, la banque centrale, qui devient à la fois émettrice, opératrice, et réceptrice des données économiques.

Cette section analyse cette transition sous trois angles : la redéfinition des fonctions bancaires, la concentration des leviers monétaires, et l’émergence d’un pouvoir algorithmique asymétrique.

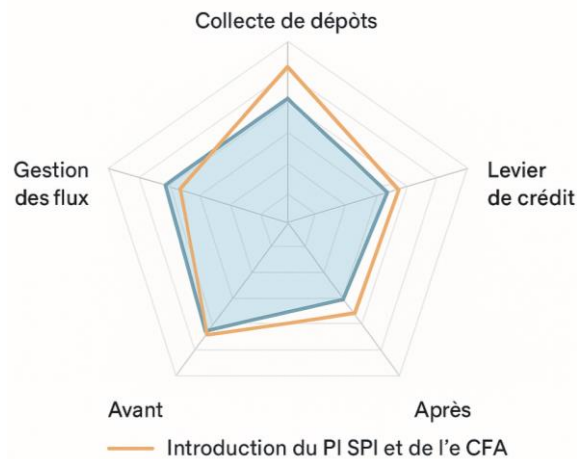
7.1 Érosion des fonctions bancaires fondamentales : dépôts, flux, crédit

Historiquement, les banques commerciales de l’UEMOA s’appuyaient sur quatre sources de pouvoir :

- le contrôle partiel des moyens de paiement,
- la capacité de transformation des dépôts en crédit,
- l’appropriation de la donnée client,
- la captation de marges par opacité tarifaire et lenteur procédurale.

Le PI-SPI et l’e-CFA désactivent progressivement ces piliers. En garantissant l’instantanéité, la traçabilité et l’accès direct à la monnaie centrale, ils transforment les banques en acteurs secondaires de la circulation monétaire.

Figure 9 : Érosion des trois fonctions bancaires fondamentales sous pression technologique



Source : Auteurs, 2025

Ce radar croisé compare les performances des banques commerciales avant et après l'introduction du PI-SPI et de l'e-CFA sur trois axes critiques : collecte de dépôts, gestion des flux et levier de crédit.

Cette contraction simultanée oblige les banques à redéfinir leur rôle : persister dans un modèle déclinant ou s'adapter à une économie monétaire sans rente ni exclusivité.

7.2 Concentration des fonctions monétaires entre 2000 et 2025

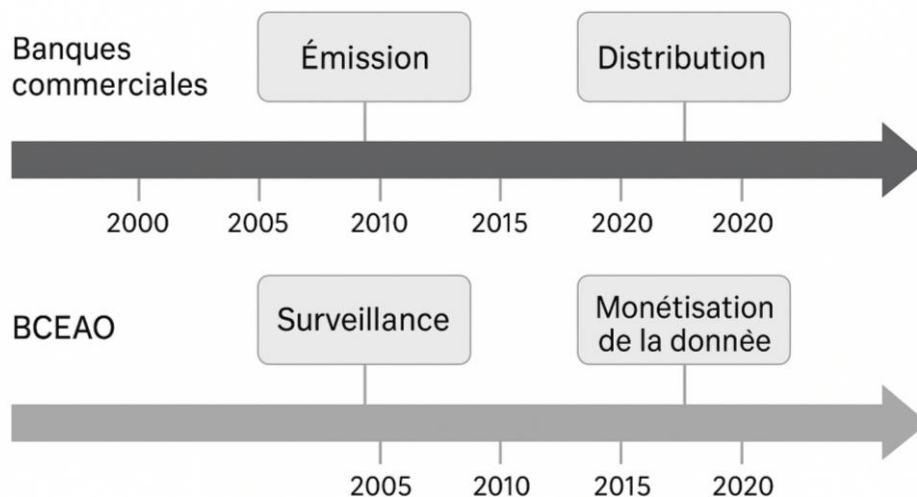
La mutation actuelle s'inscrit dans un **processus cumulatif de recentralisation**. Depuis le début des années 2000, la BCEAO a renforcé ses fonctions :

- d'abord comme émettrice,
- ensuite comme régulatrice,
- aujourd'hui comme opératrice technique et dépositaire des données.

Ce glissement fait passer la banque centrale d'une posture d'arbitre à celle d'acteur systémique et normatif.

Figure 10 : Frise des transferts de pouvoir monétaire (2000–2025)

Cette frise illustre la centralisation progressive des fonctions clés — émission, distribution, surveillance, monétisation de la donnée — depuis les banques commerciales vers la BCEAO.



Source : Auteurs, 2025

Cette évolution, loin d'être brutale, repose sur un enchaînement d'innovations techniques, juridiques et institutionnelles. Elle redessine la carte du pouvoir monétaire dans l'UEMOA et appelle une vigilance renforcée sur la gouvernance et la régulation de ces fonctions stratégiques.

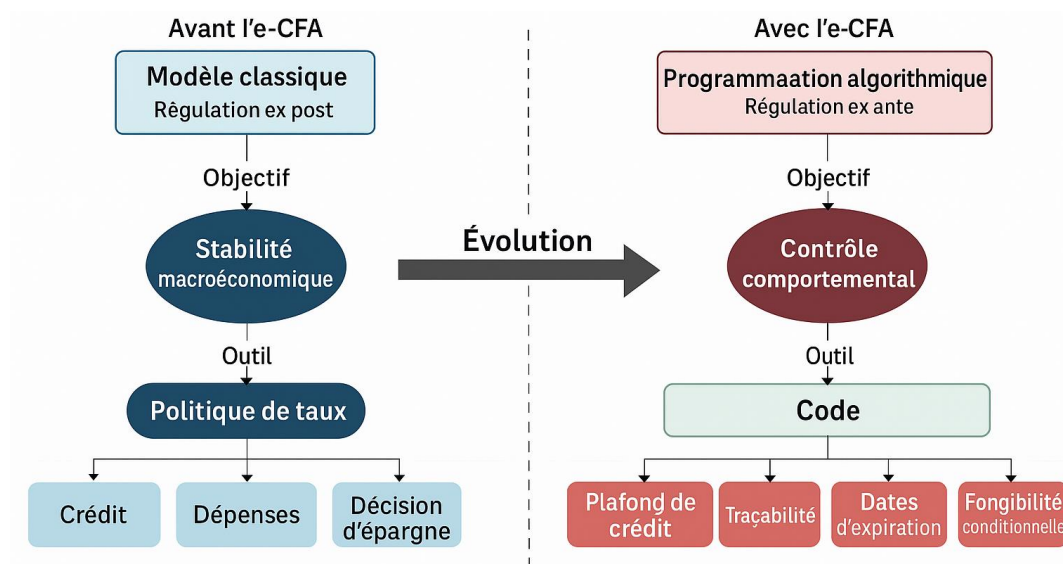
7.3 Gouvernance algorithmique : du taux d'intérêt au code source

Le véritable tournant du régime en cours ne réside pas seulement dans la désintermédiation ou la centralisation, mais dans la nature même du pouvoir exercé sur la monnaie.

Dans le modèle classique, la banque centrale agit par des instruments indirects : taux directeur, réserves obligatoires, refinancement. Dans le modèle numérique, elle dispose d'un pouvoir programmable :

- définition de plafonds individuels,
- restriction sectorielle des usages,
- traçabilité comportementale,
- conditionnalité algorithmique.

Figure 11 : Gouvernance monétaire à l'ère algorithmique : du taux d'intérêt au code source



Source : Auteurs, 2025

Ce schéma met en parallèle les leviers du régime monétaire classique et ceux de la MNBC programmable, montrant le passage d'un pilotage ex post macroéconomique à une régulation ex ante des comportements.

Ce changement ouvre un champ d'opportunités (efficacité, inclusion ciblée, flexibilité), mais aussi de risques systémiques : perte de transparence, opacité décisionnelle, concentration du pouvoir dans le code, et absence de contrôle démocratique sur les algorithmes monétaires.

Le régime monétaire ouest-africain entre dans une phase post-bancaire. L'infrastructure bancaire n'est pas supprimée, mais désactivée dans ses fonctions stratégiques. La souveraineté monétaire se redéfinit à travers l'accès aux données, la maîtrise du code et la capacité de programmer les usages. Ce basculement exige une nouvelle architecture de gouvernance, sous peine de dériver vers un modèle de souveraineté opaque, centralisée et non délibérée.

8 Comparaison internationale : trois régimes politiques de la monnaie numérique, trois avertissements pour l'UEMOA

La BCEAO ne déploie pas ses instruments numériques dans un vide. Plusieurs banques centrales ont expérimenté des MNBC avec des résultats contrastés. Toutefois, les différences observées tiennent moins à la technologie qu'aux régimes politiques de la monnaie dans lesquels ces innovations ont été encadrées.

Nous identifions trois modèles-types, porteurs d'enseignements critiques pour l'UEMOA :

1. Le centralisme stratégique (Chine)
2. Le pilotage autoritaire sous contrainte de légitimité (Nigeria)
3. La délégation néolibérale sous-capitalisée (Bahamas)

8.1 Chine : Le centralisme algorithmique comme bras monétaire de l'État

Le yuan numérique (e-CNY), expérimenté depuis 2020, illustre une MNBC intégrée dans un projet étatique de souveraineté algorithmique. L'architecture à deux niveaux (émission par la PBoC, distribution par les banques sous contrôle) permet une surveillance systémique des flux.

Caractéristiques clés :

- Programmabilité native : géolocalisation, expiration, usage sectoriel restreint.

- Intégration dans les politiques publiques (relance, distribution ciblée, subventions).
- Adossement à un écosystème numérique unifié (paiement, identité, crédit social).

Le e-CNY n'est pas seulement une monnaie, c'est une technologie d'État.

Enseignements pour l'UEMOA :

- Ce modèle suppose une souveraineté numérique, une capacité d'intégration intersectorielle, et un État légitime.
- Sans ces fondations, le modèle chinois serait intransférable et risquerait de renforcer une centralisation non maîtrisée.

8.2 Nigeria : La MNBC comme réponse autoritaire à une crise de confiance

L'eNaira, lancée en 2021, s'inscrit dans un contexte de **crise monétaire et fiscale**, marqué par l'inflation, la pénurie de cash et la défiance institutionnelle. Son adoption fut imposée, sans consultation, dans un climat de méfiance.

Caractéristiques :

- Adoption initiale inférieure à 0,5 % de la population.
- Forte poussée artificielle en 2022 suite à la réforme monétaire (retrait brutal des billets).
- Résistance des banques, perçue comme un risque pour leurs dépôts.

Une MNBC imposée sans gouvernance distribuée devient une coquille vide.

Enseignements pour l'UEMOA :

- L'inclusion ne se décrète pas par raréfaction du cash.
- Une MNBC perçue comme instrument autoritaire suscitera une désaffection des usagers et une inertie stratégique des banques.

8.3 Bahamas : La souveraineté numérique sous-traitée aux fintechs

Le Sand Dollar, officiellement lancé en 2020, visait à **désenclaver les zones isolées**. Malgré une infrastructure opérationnelle, son usage reste marginal. Les banques ont peu participé au projet, laissant le champ libre à des prestataires privés (Island Pay, SunCash).

Caractéristiques :

- Adoption réelle < 1 % des paiements domestiques.
- Absence de stratégie incitative pour les banques.
- Dépendance aux solutions de distribution adossées à des cartes Mastercard.

La souveraineté numérique, sans cadre institutionnel fort, se réduit à une illusion d'autonomie.

Enseignements pour l'UEMOA :

- Une MNBC distribuée par des PSP non régulés reproduirait la dépendance, sous une forme technologique.
- Sans articulation entre infrastructure publique, régulation et bancarisation, le e-CFA pourrait devenir une monnaie fantôme.

8.4 Trois régimes, trois impasses : typologie analytique des modèles

Tableau 8 : Régimes politiques de la monnaie numérique : modèles comparés

Modèle	Régime monétaire	Acteurs dominants	Risques systémiques	Enseignement UEMOA
Chine	Centralisme stratégique	Banque centrale + État	Contrôle total, surveillance comportementale	Intransférable sans souveraineté numérique
Nigeria	Autoritarisme réactif	Banque centrale seule	Résistance sociale, inertie bancaire	À éviter : MNBC perçue comme outil de crise
Bahamas	Délégation néolibérale	Fintechs + PSP	Fragmentation, perte de contrôle public	Danger : souveraineté monétaire sous-traitée

Source : Auteurs, 2025

8.5 Vers un modèle contextualisé pour l'UEMOA : souveraineté distribuée et gouvernance partagée

Plutôt que de transposer un modèle existant, l'UEMOA gagnerait à concevoir un régime monétaire numérique contextualisé, fondé sur trois principes-clés :

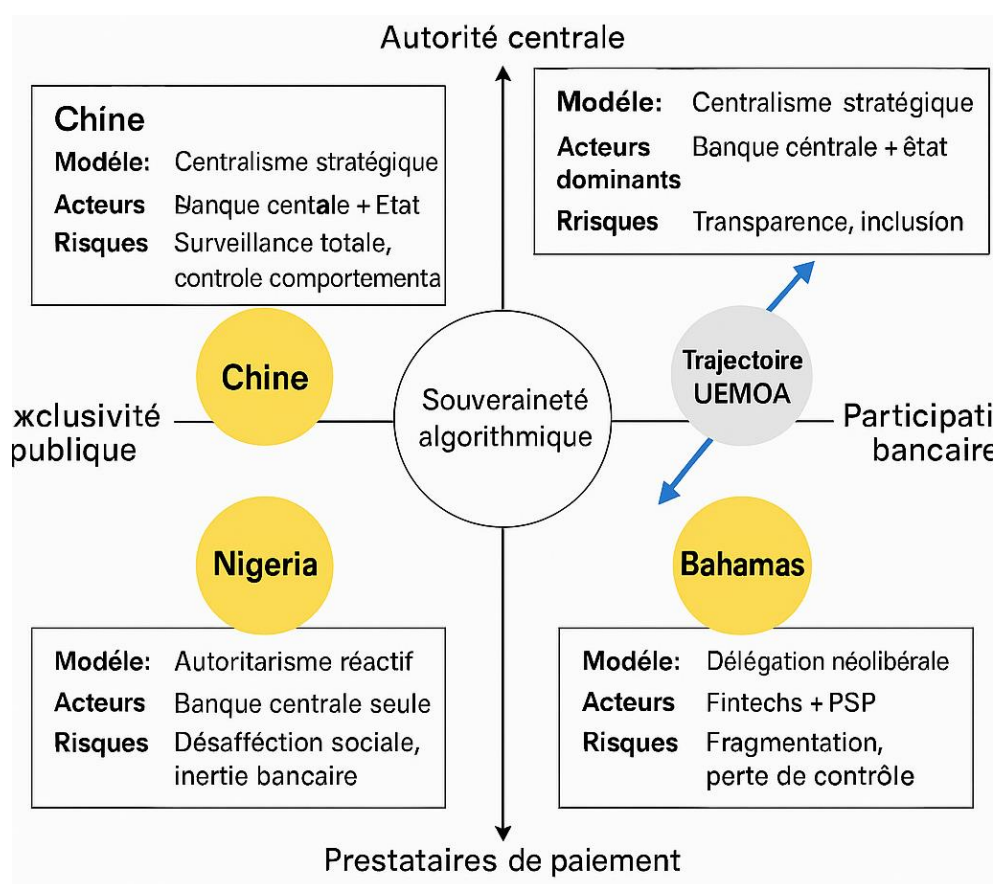
1. Centralisation régulée, confiée à la BCEAO, mais encadrée par un organe multiacteurs associant banques, régulateurs, société civile.
2. Intermédiation stratégique : les banques ne doivent pas être de simples canaux techniques, mais des partenaires dans la requalification monétaire.
3. Souveraineté algorithmique démocratique, articulée autour de la protection des données, de la transparence du code monétaire, et de l'auditabilité institutionnelle.

L'UEMOA ne doit pas choisir entre inclusion et centralisation. Elle doit articuler les deux dans un régime de souveraineté distribuée.

L'histoire des MNBC montre que la technologie n'est jamais neutre. Elle incarne un rapport au pouvoir, à la légitimité et à la gouvernance.

Le succès du PI-SPI et de l'e-CFA ne dépendra pas de leur fonctionnement technique, mais de leur ancrage institutionnel, politique et social. C'est dans cette tension — entre infrastructure numérique et autorité monétaire — que se joue l'avenir de la souveraineté financière en Afrique de l'Ouest.

Figure 12 : Modèles de MNBC : comparaison internationale et trajectoire cible pour l'UEMOA.



Source : Auteurs, 2025

8.6 Implications stratégiques : trois leviers pour une souveraineté monétaire partagée

Pour transformer le PI-SPI et l'e-CFA en instruments de souveraineté monétaire effective — et non en dispositifs de recentralisation opaque — trois leviers stratégiques apparaissent incontournables. Le tableau ci-dessous en synthétise les dimensions clés.

Tableau 9 : Leviers stratégiques de gouvernance monétaire numérique dans l'UEMOA

Axe stratégique	Objectif central	Actions prioritaires recommandées
-----------------	------------------	-----------------------------------

1. Gouverner la monnaie	Encadrer juridiquement le pouvoir algorithmique	– Cadre légal sur plafonds, accès, transparence du code – Organe de gouvernance multi-acteurs (banques, société civile) – Auditabilité des algorithmes monétaires
2. Requalifier les banques	Transformer leur rôle dans l'économie numérique	– Abandon des rentes sur les flux – Développement de services à valeur ajoutée (microcrédit, scoring, assurance) – Intégration proactive au PI-SPI et à l'e-CFA
3. Souveraineté algorithmique	Réduire la dépendance technique et sécuriser les métadonnées	– Cloud souverain régional – Régime spécifique de protection des données transactionnelles – Interopérabilité régulée, gouvernance technique indépendante

Source : Auteurs, 2025

Ce tableau synthétise une vision stratégique du basculement numérique en cours dans l'UEMOA. Il souligne que la gouvernance de la monnaie ne peut plus être dissociée de la gouvernance du code et des données. À défaut d'agir sur ces trois axes, l'Union risque de subir la transition au lieu de la piloter. Inversement, une politique monétaire numérique cohérente et partagée pourrait faire de l'UEMOA un laboratoire pionnier de souveraineté distribuée à l'échelle continentale.

9 Conclusion générale

Cette étude montre que le PISPI et l'eCFA ne relèvent pas d'une simple modernisation technique, mais engagent une reprogrammation systémique du régime monétaire de l'UEMOA, en reconfigurant simultanément les rapports de pouvoir, les chaînes d'intermédiation et les fondements de la souveraineté. En mobilisant l'intermédiation bancaire (Freixas & Rochet), l'institutionnalisme monétaire (Aglietta ; North) et la littérature sur le pouvoir algorithmique (Zuboff ; Morozov), l'analyse établit trois mutations convergentes : (i) passage d'un modèle intermédiaire à une architecture centralisée opérée par la BCEAO, (ii) déplacement d'un pouvoir institutionnel fondé sur dépôts/crédit vers un pouvoir programmable fondé sur le code, les flux et les métadonnées, (iii) glissement d'une souveraineté postcoloniale déléguée vers un champ incertain de souveraineté numérique, à construire et à gouverner

Les hypothèses formulées ont été testées à travers une grille d'analyse critique et des comparaisons empiriques :

- **H1 – Recentralisation algorithmique : confirmée.** Le couplage PISPI–eCFA place la BCEAO au centre de l'émission, de la circulation et de la surveillance, faisant évoluer son rôle d'**arbitre** à **opérateur-plateforme**.
- **H2 – Désintermédiation bancaire : partiellement confirmée.** Le risque de réallocation des dépôts et de contraction du crédit dépend du calibrage (plafonds, (non)-rémunération, convertibilité) et du rôle résiduel confié aux banques (services à valeur ajoutée).
- **H3 – Inclusion conditionnée par la gouvernance : confirmée.** L'inclusion tient moins à la technologie qu'aux règles d'accès, à la protection des métadonnées, à la co-gouvernance et à des canaux USSD/offline pour réduire la fracture numérique

L'analyse ouvre sur trois trajectoires plausibles :

Tableau 10 : Trois trajectoires possibles pour l'UEMOA face à la reconfiguration monétaire numérique

Scénario	Ce qui se passe	Signaux d'alerte / Indicateurs précoces
Récapitalisation opaque	Centralisation non régulée des flux, faible transparence, exclusion numérique	Absence d'audits publics du code, décisions unilatérales sur plafonds/usage, opacité sur localisation des serveurs
Dérive fintech	Sous-traitance technique, dépendance aux PSP non souverains, perte de contrôle	Contrats d'infrastructure non publiés, exigences KYC discordantes, données hébergées hors juridiction UEMOA

Refondation souveraine (chemin cible)	Gouvernance partagée, intermédiation requalifiée , souveraineté algorithmique régulée	Organe multi-acteurs effectif, audits annuels indépendants, cloud régional certifié, indicateurs d'inclusion par genre/territoires
--	--	---

Source : Auteurs, 2025

Le choix entre ces scénarios dépendra de la capacité collective à construire une architecture monétaire inclusive, transparente et technologiquement souveraine.

Recommandations stratégiques

- **Pour la BCEAO**
 - Encadrer juridiquement l'eCFA : définir des plafonds de détention, des règles de convertibilité et des conditions d'accès claires afin de limiter les risques de désintermédiation bancaire.
 - Institutionnaliser une gouvernance pluraliste : associer banques commerciales, opérateurs de services de paiement, société civile et chercheurs dans un organe de co-pilotage des choix stratégiques.
 - Garantir la transparence algorithmique : instaurer des audits indépendants réguliers des codes de programmation monétaire et publier les résultats de manière accessible.
- **Pour les banques commerciales**
 - Abandonner les rentes de position fondées sur les délais de compensation et la complexité tarifaire.
 - Se repositionner comme plateformes de services financiers numériques, capables d'offrir scoring de crédit, micro-assurance, services d'épargne et gestion patrimoniale.
 - Développer des innovations adossées au PISPI et à l'eCFA, afin de rester compétitives face aux fintechs et d'éviter la marginalisation fonctionnelle.
- **Pour les régulateurs et États membres**
 - Construire une infrastructure numérique souveraine : déploiement d'un cloud régional, sécurisation des flux et hébergement local des données monétaires sensibles.
 - Protéger les métadonnées financières comme biens publics, en interdisant leur captation ou leur monétisation sans cadre légal strict.
 - Définir une stratégie régionale d'interopérabilité encadrée, garantissant à la fois fluidité des transactions et respect de la souveraineté monétaire.

La monnaie programmable n'est pas un instrument neutre : elle constitue une technologie du politique. Sa gouvernance déterminera qui voit, qui décide et qui contrôle dans l'espace monétaire régional. Si elle est régulée, auditée et débattue, elle peut devenir un levier de souveraineté postcoloniale distribuée. Mais si elle est centralisée sans transparence, elle risque de cristalliser une nouvelle forme de domination opaque, échappant aux circuits démocratiques.

Cette analyse repose sur des données secondaires et des modélisations prospectives. L'absence d'enquête de terrain et de validation par les usagers constitue une limite, de même que le caractère anticipatif des scénarios liés à l'e-CFA. Les résultats doivent donc être interprétés avec prudence, en attendant des études empiriques approfondies.

- **Perspectives de recherche**
 - Étudier empiriquement les usages et perceptions du e-CFA dans divers territoires de l'UEMOA (urbain/rural, genre, secteurs d'activité).
 - Analyser les rapports de pouvoir entre prestataires techniques et souveraineté monétaire, notamment les rôles des fintechs, hébergeurs et intégrateurs.
 - Cartographier les chaînes de valeur de la donnée monétaire numérique, afin d'identifier les points de dépendance et de captation.
 - Comparer les régimes de gouvernance algorithmique appliqués à la monnaie pour en dégager des modèles de transparence et de responsabilité adaptés aux contextes africains.

REFERENCES

- [1] Aglietta, M. (2002). *Monnaie. Entre dettes et souveraineté*. Odile Jacob.
- [2] Bank for International Settlements (BIS). (2021). *CBDCs: System design and interoperability*. <https://www.bis.org/publ/othp40.htm>
- [3] Bank for International Settlements (BIS). (2022). *Central bank digital currencies: foundational principles and core features*. <https://www.bis.org/publ/othp33.htm>
- [4] Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). (2025). *Note technique sur la mise en œuvre du PISPI et le projet pilote eCFA*. BCEAO.
- [5] Banque mondiale. (2024). *Inclusion financière dans l'UEMOA : état des lieux et perspectives*. Groupe de la Banque mondiale.
- [6] Bertucci, J. (2020). Afrique et souveraineté monétaire à l'ère numérique. *Revue Tiers-Monde*, 243(3), 55–78. <https://doi.org/10.3917/rtm.243.0055>
- [7] Bindseil, U. (2020). *Tiered CBDC and the financial system* (ECB Working Paper Series, No. 2351). European Central Bank. <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpwps/ecb.wp2351~d133db4d68.en.pdf>
- [8] Diawara, D. G., Sissoko, E. F., Koné, M., Traore, S. L. S., & Keïta, F. (2024). Budgetary optimization strategies and sustainable growth in Mali: Analysis and outlook. *Global Scientific Journals (GSJ)*, 12(7).
- [9] Freixas, X., & Rochet, J.-C. (2008). *Microeconomics of banking* (2nd ed.). MIT Press.
- [10] International Monetary Fund (IMF). (2023). *Digital money and monetary policy in West Africa* (IMF Working Paper). <https://www.imf.org/en/Publications/WP>
- [11] Kiff, J., Alwazir, J., Davidovic, S., & Jones, C. (2020). *A survey of research on retail central bank digital currency* (IMF Working Paper WP/20/104). <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2020/06/01/A-Survey-of-Research-on-Retail-Central-Bank-Digital-Currency-494902>
- [12] Morozov, E. (2020). Digital sovereignty and the geopolitical economy of data. *Social Europe*. <https://www.socialeurope.eu/digital-sovereignty>
- [13] North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.
- [14] Pigeaud, F., & Sylla, N. D. (2018). *L'arme invisible de la Francafrique : Une histoire du franc CFA*. La Découverte.
- [15] Sissoko, E. F., Amadou, L., & Lamine, A. (2024). L'économie post-CEDEAO: Défis et opportunités pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 5(1), 289–307.
- [16] Tangara, T., Sissoko, E. F., & Sacko, M. (2025). Financiarisation de la santé et vulnérabilisation économique des ménages au Mali: Une lecture systémique des inégalités. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 6(9).
- [17] Zhou, X. (2022). The future of monetary policy in the digital era: Insights from China's e-CNY pilot. *China Finance 40 Forum*. <https://www.cf40.org.cn>